

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

11 septembre

Un anniversaire empreint de tristesse et de rage. Une date gravée à tout jamais dans la mémoire. Un acte infâme qui dévoile la face ignoble se cachant derrière le masque lisse du capitalisme.

Voilà trente-trois ans que la gauche chilienne a permis à Salvador Allende d'assumer la présidence de son pays. L'engagement infatigable de ses activistes politiques, ses militants syndicaux et ses dirigeantes populaires, le soutien joyeux de ses chanteurs, ses actrices et ses poètes avaient alors été porteurs d'un immense espoir. La fameuse *Unidad popular* déclara que son action visait la construction d'un Chili socialiste dans le respect des institutions de la démocratie bourgeoise.

Parce qu'elle a prôné la démocratisation de l'économie, parce qu'elle est devenue une référence pour les socialistes à travers le monde et parce qu'elle s'est confrontée à l'Empire américain, la gauche chilienne a été réprimée jusqu'au sang par les assassinats, les disparitions, la torture, l'emprisonnement et la mise en exil. Le 11 septembre 1973, les forces armées chiliennes sous l'instigation de l'impérialisme américain et de la classe dominante indigène ont brisé son aspiration à une société meilleure.

La lutte, les espoirs et la foi de nos camarades chiliens dans le socialisme démocratique méritent plus qu'un vibrant hommage. Elles doivent également nous guider dans notre action, ici et maintenant, pour une Suisse plus juste afin que l'exemple de celles et ceux qui se sont battus au Chili ne reste pas seulement un souvenir mais alimente nos combats d'aujourd'hui.

Réd.



Peinture murale de David Alfaro Siqueiros représentant une allégorie de l'histoire chilienne: lutte des peuples indigènes, combats pour l'indépendance nationale et contre l'impérialisme du nord.

DOSSIER

Le Chili d'Allende, une expérience exemplaire

Arrivé au pouvoir grâce à l'union des forces de la gauche chilienne, Salvador Allende symbolise la riche expérience de l'Unité populaire (1970-1973). Augmentations salariales, baisse du chômage, démocratisation du monde rural, nationalisation des mines de cuivre ont rythmé la vie du Chili pendant la première année du gouvernement. Soutenu par la majorité des classes ouvrière et populaire, Allende devient l'ennemi premier de la bourgeoisie dès son élection à la présidence. En octobre 1972, une grève patronale accélère le sabotage économique voulu par la droite et accentue les conflits sociaux. Le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, préparé par d'amples secteurs de la bourgeoisie avec l'indispensable appui de l'impérialisme américain, renverse le gouvernement démocratique de Salvador Allende.

Dans le dossier de ce mois, *Pages de gauche* revient sur cette expérience historique incontournable. Un premier article présente un survol de ce que fut l'Unité populaire (UP). Dans un deuxième temps, l'imposition du modèle néolibéral sous la dictature d'Augusto Pinochet est mise en évidence. Le témoignage d'un militant chilien jettera une autre lumière sur les transformations intervenues depuis 1973. C'est également à travers des récits personnels que la période de l'UP et l'exil qui s'en est suivi pour de nombreux militants sont abordés. Enfin, un dernier texte discute de l'actualité de l'expérience de l'UP pour une gauche s'inscrivant dans la perspective du socialisme démocratique. ¡Hasta la victoria siempre, Salvador Allende!

> Suite du dossier en pages 5 à 12

Un habit tout neuf pour la rentrée

Après un peu plus d'une année de parution et 14 numéros publiés, le moment est venu pour Pages de gauche de faire peau neuve.

Une nouvelle maquette, plus lisible, vivante, tel était le but que la rédaction de *Pages de gauche* s'était fixé pour la rentrée de septembre. Nous voulions ainsi profiter de la pause estivale pour vous proposer un mensuel à la présentation graphique révisée, vous permettant une lecture plus agréable sans toucher, bien évidemment, aux idées politiques s'exprimant dans nos colonnes.

Comme vous le savez, notre journal est né l'an passé de l'enthousiasme d'une équipe rédactionnelle composée de militant-e-s et la maquette d'alors avait été créée par Philippe Mivelaz, architecte de métier. Celle-ci a certes quelque peu évolué au cours des parutions. Elle a toutefois montré ses limites. La rédaction a donc choisi, non sans regrets, de faire renouveler la maquette par un professionnel. Pour ce faire, elle a mandaté Marc Dubois, graphiste lausannois spécialisé dans la typographie et la mise en page.

Aujourd'hui, nous sommes heureux de pouvoir vous présenter le très beau résultat de son travail. Comme vous pouvez le constater, la maquette de *Pages de gauche* est devenue plus dynamique, elle a considé-

rament gagné en lisibilité, les fonds gris ont disparu et la nouvelle typographie rend la lecture plus aisée. Le titre du journal s'inspire d'un style historiquement utilisé par les mouvements de gauche dans différents tracts, publications et affiches, et donc plus proche de l'esprit rédactionnel. Nous espérons que vous partagez notre enthousiasme et nous faire part de vos commentaires et critiques!

Quelques remarques encore. Depuis un certain temps les articles des dossiers thématiques ont été dans rédigés dans leur grande majorité par la rédaction. Nous entendons par là rendre leur contenu plus cohérent tout en invitant des contributeurs et contributrices à rédiger des textes sur une question importante. Dans les pages «hors dossier», vous pouvez continuer à lire des papiers de nos différents invités. Enfin, en dernière page a été créé un espace pour les courriers de lecteurs.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et beaucoup de plaisir à la découverte de ce premier *Pages de gauche* «nouvelle version».

La Rédaction

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 39.-
Abonnement de soutien: Fr. 100.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle (CAm), Carole-Anne Kast (CK), Oran McKenzie (OMK), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Yves Steiner (YS), Christian Vulloud (CV).

Comité:

Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Dan Gallin, Valérie Garbani, Lyonel Kaufmann, Stéphanie Lammer, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montangero, Eric Peytremann, Stéphane Rossini, Gianni Schneider, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys Claude Vaucher.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 11 septembre
- 2 Un habit tout neuf pour la rentrée
- 3 Pourquoi un Forum social suisse?
- 4 Succès d'étape pour les ouvriers FIAT d'Arese en Italie
- 4 Continental contre travailleurs mexicains
- 5 à 12 Dossier:
Le Chili d'Allende, une expérience exemplaire
- 13 Elections fédérales 2003: une pré-campagne aux relents populistes
- 14 La Justice pénale internationale permanente ou la justice des pauvres
- 15 Humeur
- 15 Ils ont dit
- 16 La dernière
- 16 Agenda



Pourquoi un Forum social suisse ?

Du 19 au 21 septembre, se tiendra à Fribourg le premier Forum Social Suisse (FSS) qui se définit lui-même «comme un espace de réflexion et de débat» du mouvement social helvétique.

Par Sergio Ferrari,
Service de presse E-CHANGER

Au seuil du premier Forum Social Suisse une quarantaine d'organisations de tous types comme une demi-douzaine de journaux et de revues progressistes ont adhéré au FSS.

LA DIVERSITÉ COMME OBJECTIF

Les partis et les organisations politiques écologistes et progressistes ont leur place au sein du FSS, pour autant qu'ils l'acceptent comme un espace citoyen de la société civile suisse et de ses acteurs sociaux, et qu'ils reconnaissent la fonction de protagonistes de ceux-ci.

Le FSS ne prétend ni remplacer les mouvements existants

ni se convertir en un «méga-mouvement» superstructurel et réductionniste. Il vise plutôt à créer simplement un espace régulier, systématique et annuel de rencontres, de débat et de réflexion entre les secteurs les plus diversifiés dans la perspective de rechercher et de trouver, au niveau suisse, des alternatives au système néolibéral actuellement hégémonique.

L'analyse de la responsabilité spécifique de la Suisse dans le développement planétaire, en tenant compte de sa double dimension – du point de vue du pouvoir de domination, comme de la résistance et de la solidarité – nourrit la spécificité du FSS dans l'objectif de faire des propositions.

L'UNITÉ... POUR DÉBATTRE

Dans ce sens, le premier FSS vise à créer les conditions pour approfondir la réflexion sur quelques thématiques clés de la dynamique helvétique actuelle. Les quatre conférences ou podiums centraux devraient permettre de débattre de la guerre et des nouvelles logiques d'hégémonie mondiale; de la place financière suisse et de sa responsabilité dans le concert international; du modèle néolibéral, de la privatisation, ainsi que des coupes dans les budgets sociaux et de prévoyance; enfin, de la politique restrictive, européocentriste et inhumaine au niveau de l'immigration.

Le samedi 20 septembre au soir, après la fin de la manifestation convoquée par les syndicats et l'Union Syndicale Suisse, se tiendra un débat public qui permettra d'approfondir la réflexion sur les prochains pas en ce qui concerne l'âge de la retraite et le système des pensions.

La quarantaine d'ateliers prévus, le samedi et le dimanche,

seront très diversifiés: de la problématique de l'immigration aux spécificités de la solidarité suisse avec le Sud (par exemple avec Cuba et le Chiapas), en passant par les thématiques écologiques, du développement soutenable, de l'économie alternative, de la culture et de l'information en Suisse.

Des espaces d'échanges participatifs réels qui permettront aux organisations sociales les plus diverses, de toutes natures, de partager l'expérience concrète de leur pratique quotidienne, de dialoguer horizontalement avec d'autres mouvements et de contribuer à un débat d'avenir qui paraît incontournable.

Gardons à l'esprit que ce premier Forum Social Suisse ne constitue pas un aboutissement. Au contraire, il constitue le premier moment d'un long processus qui, comme Porto Alegre ou le Forum Social Européen, n'atteindra ses objectifs que lorsqu'un autre monde cessera d'être une possibilité pour devenir une réalité (lire encadré).

PARTICIPER AU FSS

Pages de gauche soutient activement le FSS et appelle ses lectrices et lecteurs à participer aux différents ateliers et forums de discussion qui se tiendront à Fribourg du 19 au 21 septembre prochain. En effet, nous estimons que l'engagement d'un dialogue critique et constructif entre partis politiques, syndicats et organisations non-gouvernementales est essentielle pour construire un large front visant à proposer des alternatives à l'évolution sociale, économique et politique en cours.

C'est justement ce que stipule la Charte du FSS dont nous publions un extrait: «Dans le même esprit que le Forum mondial [de Porto Alegre, Réd.] et les Forums continentaux, en particulier celui de Florence, le FSS est, et doit rester, un espace et un processus ouverts. (...). L'ambition et la tâche principale du FSS est de mettre en réseau les mouvements existants ou qui se formeront. (...). Le FSS essaie aussi de coordonner les actions menées par les différents mouvements. Le Forum ne remplace pas les mouvements. Il faut que ces derniers continuent leur activité, ce serait une perte pour tout le mouvement social suisse qu'ils perdent leur identité».

Vous trouverez cette Charte ainsi que les détails du programme, des informations pratiques, l'inscription et l'adhésion au Forum Social Suisse, sur Internet: www.socialforum.ch

SUISSE - AFRIQUE DU SUD: PETER REGLI BLANCHI



Succès d'étape pour les ouvriers FIAT d'Arese en Italie

Début octobre 2002, FIAT annonce des milliers de suppressions d'emplois en Italie. La mobilisation ouvrière et les actions légales entreprises par les syndicats ont débouché sur une première victoire.

Le producteur d'automobiles FIAT, un des principaux conglomérats industriels italiens et européens, est en crise. En octobre 2002 l'entreprise déclare vouloir fermer les usines d'Arese, près de Milan et celle de Termini Imerese en Sicile. La mobilisation syndicale est immédiate, des débrayages ont lieu. Objectif: défendre les places de travail et proposer des alternatives – parmi lesquelles la nationalisation défendue par *Rifundazione comunista* et rejetée par l'*Ulivo* (coalition de partis regroupant

post-communistes (PDS), verts, etc.) – au plan de la famille Agnelli qui entend se débarrasser à terme du volet «automobile» de son empire en le cédant au géant américain *General Motors*.

En décembre 2002, les 1023 ouvriers de l'usine d'Arese qui produit une voiture écologique apprennent que la production cessera et qu'ils percevront seulement 50% de leur salaire en attendant une hypothétique reconversion. Du côté syndical, la *FIOM-Milano* (syndicat des métallos) et la *Silai-Cobas* (syndi-

cat de base) déposent une plainte auprès du Tribunal de Milan pour attitude anti-syndicale de l'entreprise.

En attendant le verdict, FIAT fait démonter les six chaînes de production début juillet 2003. C'était sans compter avec la justice. En effet, le 26 juillet, le juge milanais Ricardo Attanasio donne raison aux syndicats et ordonne à FIAT de «reprandre immédiatement (...) la production et de révoquer (...) les suspensions du travail». Alors que les dirigeants de l'entreprise

ont annoncé qu'ils entendaient faire appel, la satisfaction des syndicats est entière. Le 5 septembre 2003 aura lieu une assemblée générale des ouvriers qui décidera de la suite à donner.

Le verdict de Milan oppose deux logiques contradictoires. D'une part, celle du droit au travail invoqué par les ouvriers. D'autre part, celle que l'avocat de la FIAT, Giacinto Favalli, résume en ces termes: «FIAT, comme toutes les entreprises, possède le droit de transférer sa production comme bon lui semble.» Affaire à suivre.

(Source: *La Repubblica*, 27 juillet 2003)

Réd.

Continental contre travailleurs mexicains

Depuis 18 mois, quelque mille ouvriers mexicains de la filiale d'une multinationale allemande sont en grève. Ils exigent la réouverture du site de production.

«Nous luttons pour la réouverture de la fabrique et la réintégration des travailleurs – tel est notre objectif premier», déclare Jesús Torres Nuño, secrétaire général du Syndicat révolutionnaire des travailleurs de la compagnie Hilera Euzkadi (SNRTE). Depuis le 22 janvier 2002, quelque 700 des 1164 ouvriers de cette filiale mexicaine du producteur allemand de pneus *Continental* sont en grève.

Un mois plus tôt, le 17 décembre 2001, le siège de la multinationale annonce la fermeture du site en raison de «la politique interne des syndicats.» *Continental* reproche aux ouvriers de ne pas avoir consenti aux efforts nécessaires pour augmenter la productivité de l'entreprise. Ce que le communiqué ne dit pas: cette hausse aurait dû être obtenue par une augmentation de la journée de travail de huit à douze heures – sans adaptation des salaires.

Depuis, le SNRTE mène une lutte exemplaire. En effet, *Continental* a violé

toute une série de dispositions légales mexicaines lors de la fermeture de son site comme vient de statuer, pour la troisième fois en moins de deux ans, un tribunal mexicain. L'enjeu est de taille, car si les ouvriers obtiennent gain de cause, leurs contrats de travail seront considérés comme étant toujours en vigueur. Conséquence: *Continental* serait obligé de verser les arriérés de salaire des 18 derniers mois.

Pour l'instant, l'affaire est en cours. Or, elle a désormais acquis une dimension internationale. Soutenant le SNRTE, une organisation non-gouvernementale allemande, FIAN, a déposé une plainte au Ministère allemand de l'économie, plus exactement auprès de l'organe de contact pour les lignes directrices de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD). Ces dernières, sans être contraignantes, exigent des entreprises multinationales à respecter certains standards en matière

de droits de l'homme, de droit du travail et d'écologie.

Sur cette base, le Ministère allemand de l'Economie a entendu les deux parties le 28 mai dernier en Allemagne. Une réunion qui jette encore davantage de lumière sur un conflit qui risque de ternir sensiblement l'image de la multinationale. Les pressions semblent provoquer les premiers résultats. Dans une lettre adressée au SNRTE, le PDG de *Continental*, Wennemer, parle d'une possible reprise de la filiale mexicaine par les ouvriers. Une perspective jugée partiellement satisfaisante par ces derniers. Partiellement, car d'une part, il faudrait obtenir des crédits pour faire fonctionner l'usine et que, d'autre part, les conséquences de 18 mois de grève sont graves: divorces, alcoolisme. Et comme l'Etat mexicain ne reconnaît pas la grève, il a suspendu l'assurance-maladie des travailleurs. Deux d'entre eux sont morts faute de soins médicaux adéquats.

(Source: *Lateinamerika Nachrichten*, juillet/août 2003)

Réd.

DOSSIER: LE CHILI D'ALLENDE, UNE EXPERIENCE EXEMPLAIRE

Leçons de l'Unité populaire

Voici trente ans qu'à l'extrême sud de l'Amérique latine, dans un pays abandonné par le monde, a pris fin une des expériences historiques majeures de la gauche. Le 11 septembre 1973, l'armée chilienne destituait par la force Salvador Allende, le président socialiste élu démocratiquement. Commencait alors une dictature militaire féroce avec des violations systématiques des droits humains et l'imposition d'un modèle néolibéral virulent. Aujourd'hui, trois décennies après le coup d'Etat, le Chili est méconnaissable pour celles et ceux qui ont vécu l'Unité populaire (1970-1973).

QUELS ENSEIGNEMENTS?

Les explications de l'échec de la gauche chilienne sont nombreuses: détermination putschiste de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie nationale, confiance démesurée dans les secteurs démocratiques au sein des forces armées, appui insuffisant des classes moyennes, radicalisation irresponsable d'une extrême-gauche jouant à l'avant-garde révolutionnaire, respect outrancier de la légalité bourgeoise, absence d'unité de la gauche.

Il serait prétentieux de vouloir trancher aujourd'hui, depuis un pays où règnent paix du travail et formule magique, toutes ces questions. Il paraît cependant judicieux de tirer deux

enseignements majeurs de l'expérience chilienne.

BOURGEOISIE ET DÉMOCRATIE

Premier enseignement: la bourgeoisie respecte les institutions de la démocratie politique aussi longtemps qu'elles ne sont pas utilisées pour mettre en cause son pouvoir, ses privilèges et la propriété privée des moyens de production. Y toucher, comme l'ont fait le gouvernement d'Allende et une partie du mouvement ouvrier et populaire chilien, provoque sa réaction musclée.

Face au danger de voir la démocratie politique évoluer vers une véritable démocratie économique et sociale, la bourgeoisie préfère un régime autoritaire, voire une dictature. L'Italie fasciste, l'Espagne franquiste, le Brésil des généraux et le Chili sous Pinochet sont là pour en témoigner.

UNITÉ DE LA GAUCHE

Deuxième enseignement: la désunion de la gauche contribue à des défaites douloureuses. Les conflits entre les différentes composantes de l'Unité populaire et la posture révolutionnaire de l'extrême-gauche ont considérablement affaibli les forces progressistes chiliennes. L'attitude ambiguë des centrales syndicales – coincées entre appels à la modération du gouvernement et très forte

mobilisation de la base – a débouché sur un manque de coordination du mouvement ouvrier alors que la réaction préparait son coup d'Etat.

Au-delà des divergences idéologiques, le dialogue, la confrontation honnête des

points de vue et la volonté d'avancer ensemble sur un certain nombre de projets restent, malgré tout, une condition essentielle pour permettre à la gauche de progresser.

Philipp Müller



L'expérience chilienne ou la voie démocratique vers le socialisme

La campagne électorale qui mène à l'élection de Salvador Allende, le 4 septembre 1970, compte parmi les plus agitées de l'histoire du pays...

6-7

La naissance du Chili néolibéral

Rétablir l'économie de marché capitaliste et la propriété privée ont été les principales exigences des secteurs sociaux appuyant le coup d'Etat du 11 septembre 1973...

8

Trente ans après le coup militaire: le Chili dans la mémoire

Par José Manuel Lira, anthropologue, ex-prisonnier politique, ancien exilé, Padre Hurtado (Santiago de Chile)...

9

A travers leurs yeux

Trois histoires, trois parcours de vie différents, avec comme points communs le Chili, l'Unité Populaire, le coup d'Etat, la répression et, finalement, l'exil en Suisse...

10-11

L'actualité de l'expérience chilienne

La lutte en faveur du socialisme démocratique passe nécessairement par l'obtention de majorités populaires et par les institutions de la démocratie libérale...

12

DOSSIER: LE CHILI D'ALLENDE, UNE EXPERIENCE EXEMPLAIRE

L'expérience chilienne ou la voie démocratique vers le socialisme

Le gouvernement de l'Unité populaire au Chili (1970-1973) représente un repère historique incontournable pour la gauche socialiste démocratique. Deux enjeux de fond se trouvent au cœur de cette tentative de construction du socialisme: la démocratisation de la société et le rapport de la bourgeoisie à la démocratie politique.

La campagne électorale qui mène à l'élection de Salvador Allende, le 4 septembre 1970, compte parmi les plus agitées de l'histoire du pays. A une gauche unie, la fameuse Unité populaire (UP), intégrant Parti communiste chilien (PCCCh) et Parti socialiste (PS) ainsi qu'une série d'autres organisations notamment de la gauche

chrétienne, s'oppose une droite divisée. En effet, la démocratie-chrétienne (DC) présente son propre candidat au programme électoral assez proche de celui d'Allende, alors que la grande majorité de la bourgeoisie industrielle et financière tout comme l'aristocratie foncière soutiennent le candidat du Partido Nacional (PN).

Le résultat des urnes est historique: pour la première fois, le candidat de la gauche l'emporte, avec plus de 36% des voix, dans une élection présidentielle à un tour. Allende sera définitivement désigné comme président du Chili deux mois plus tard alors qu'une tentative de coup d'Etat vient d'échouer et qu'une partie de la bourgeoisie

et des capitaux fuient le pays – comme chaque fois qu'une gauche de transformation sociale assume des responsabilités gouvernementales. L'UP peut commencer à mettre en application son programme (cf. encadré).

1971: ANNÉE DE TOUS LES SUCCÈS

Pendant la première année du gouvernement de l'UP, le Chili vit une démocratisation économique sans précédent. Les salaires réels augmentent de 30%, le chômage recule de manière significative. La réforme agraire fait des pas de géant. En une seule année, presque la même quantité de terres est expropriée que pendant les six années de gouvernement démocrate-chrétien, et les coopératives se multiplient.

La mesure la plus spectaculaire est cependant prise dans le domaine minier. Le 11 juillet, le Congrès vote à l'unanimité la nationalisation des mines de cuivre, jadis détenues par les capitaux américains. Ainsi, la principale richesse du pays servira désormais les efforts de développement et de démocratisation économique du Chili. C'est un défi de taille aux Etats-Unis, habitués à répondre par un coup d'Etat militaire à toute contestation de leur hégémonie. A côté des mines de cuivre, pas moins de 115 entreprises sont mises sous contrôle étatique parmi lesquelles figurent 12 des 20 plus grandes du pays, et les principales banques.

Dans le domaine culturel, les fameuses *peñas* (sorte de bars à musique populaire) foisonnent, l'orchestre et le ballet nationaux effectuent une tournée à travers le pays, les créations théâtrales se multiplient alors que Pablo Neruda, grand poète et militant communiste, obtient le Prix Nobel de Littérature. Une

RÉFORMISME RADICAL

Le programme de l'UP visait trois objectifs-clés: une augmentation substantielle du niveau de vie de l'écrasante majorité de la population, des changements structurels de fond de l'organisation économique du pays et, basé sur les deux premiers, une consolidation du soutien à l'UP à tous les niveaux afin de faire évoluer favorablement le rapport de force contre la bourgeoisie.

Parmi les premières mesures, on compte la lutte contre le chômage, la hausse des salaires, la gratuité des soins dans les hôpitaux, la retraite à 60 ans, la démocratisation de l'école et des universités, la garantie de l'accès à une maison, à l'électricité et à l'eau potable pour toutes et tous ou encore la distribution d'un demi litre de lait par jour à chaque enfant.

Mais l'UP n'entendait pas se limiter à ces réformes et visait également le fondement même du pouvoir de la bourgeoisie: la propriété privée des moyens de production. A cette fin, le programme prévoyait des transformations profondes dans l'industrie et l'agriculture.

Au niveau industriel, trois secteurs devaient désormais fonder la structure économique du Chili. Un premier et principal secteur, appelé *Area Social*, composé par les entreprises publiques existantes et une série d'entreprises stratégiques à nationaliser: les grandes mines de cuivre – principale source de devises étrangères (plus de 80% des exportations à l'époque) –, de nitrates, de charbon, les banques et les assurances, les grands distributeurs alimentaires, les services publics (gaz, électricité, transport, communication). Un deuxième secteur devait être composé par des entreprises mixtes et attirer essentiellement des capitaux étrangers alors que les petites et moyennes entreprises étaient censées former l'économie privée, par exemple dans le domaine du commerce de détail, dans la production agricole ou encore au niveau de la distribution de proximité.

Quant à l'agriculture, il s'agissait d'approfondir la timide réforme agraire entamée sous le gouvernement démocrate-chrétien (1964-1970). Les domaines dépassant une certaine taille devaient être expropriés et les terres étatiques non cultivées rendues productives. La distribution de la terre à grande échelle et la formation de coopératives agricoles se trouvaient au centre de cette politique de démocratisation du monde rural. Chaque paysan devait avoir droit à sa maison, son lopin de terre et bénéficier du droit d'usage des terres communales.

Réd.

vague d'optimisme gagne le Chili, la mobilisation syndicale et sociale en faveur du gouvernement s'amplifie et lors des élections communales d'avril, les partis de l'UP obtiennent plus de 50% des voix. Quant à la jeunesse, des centaines de milliers de militants des partis de gauche mais également démocrate-chrétiens participent aux travaux volontaires destinés à soutenir les efforts de développement du pays.

1972: LA RÉPONSE DE LA BOURGEOISIE

Assommée par sa défaite électorale, divisée et incapable d'opposer une résistance aux premières mesures de l'UP, la droite commence à s'unifier. Au Congrès, où elle détient la majorité des sièges, elle rejette le budget en contraignant ainsi le gouvernement à recourir à la planche à billet pour financer son programme. Des organisations d'extrême-droite, financées notamment par les services secrets américains (CIA), procèdent à des actes de sabotage industriel. Face à une évolution dont elle estime qu'elle aboutira en une remise en cause générale de son pouvoir, la bourgeoisie passe à l'offensive.

De son côté, l'UP est confrontée aux premiers signes d'essoufflement. L'industrie peine à financer l'importation de machines et de pièces de rechange. Au niveau de l'agriculture, la forte présence de la droite économique dans la production et la distribution de biens alimentaires provoque une hausse des prix et l'émergence d'un marché noir. Les biens de base viennent à manquer.

Consciente de l'ampleur de l'enjeu, la classe ouvrière s'organise. Des comités populaires de distribution des produits de première nécessité (JAP) sont mis sur pied dans l'objectif de contester le monopole que détient la droite dans ce domaine. Dans l'industrie, les

ouvriers créent des «cordons industriels» – regroupant des entreprises d'un secteur géographique d'une ville – afin de lutter contre le sabotage, d'appuyer les occupations d'une entreprise en vue de sa nationalisation et de former le noyau dur d'un pouvoir politique parallèle aux institutions de la démocratie libérale-bourgeoise: le «pouvoir populaire» (*poder popular*).

Au sein des instances dirigeantes de l'UP, des clivages apparaissent. Une ligne minoritaire défendue par la gauche du PS et l'ancienne gauche de la DC (MAPU, *Izquierda Christiana*), soutenue par le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), organisation politique qui ne fait pas partie de l'UP, prône l'approfondissement des nationalisation et un contrôle

Le 12 octobre 1972, la bourgeoisie chilienne lance le mot d'ordre de la grève générale des patrons. (...) Les organisations syndicales et populaires répondent par l'auto-gestion.

beaucoup plus intransigeant sur les prix et la distribution de biens. La majorité formée essentiellement par l'aile des socialistes proche d'Allende et par le PCCh, s'exprime en faveur d'une consolidation des avancées déjà obtenues: circonscrire les nationalisations, garantir l'inviolabilité des petites et moyennes entreprises pour gagner le soutien de la petite et moyenne bourgeoisie, limiter la hausse des salaires et le déficit budgétaire pour éviter une inflation incontrôlable.

Cette politique est censée fragiliser une droite qui gagne continuellement en cohésion. Or, les mesures annoncées par le gouvernement – d'ailleurs tout-de-suite attaquées par les syndicats – n'apaisent pas le climat qui règne dans le pays. Le 12 octobre 1972, la bourgeoisie chilienne lance le mot d'ordre de la grève générale des patrons. A la paralysie souhaitée par la droite, les organisations syndicales et populaires répondent par l'auto-gestion, par l'occupation des usines fermées et par la reprise de la production afin de préserver le pays de l'effondrement économique.

Cette grève patronale,



Peinture murale dans un quartier ouvrier de Concepción en hommage à Clotario Blest, fondateur de la Centrale Unique des Travailleurs du Chili (CUT).

qui prend fin au début novembre, est un tournant dans l'histoire de l'UP. La polarisation sociale et politique s'accroît, les premiers généraux entrent au gouvernement, cette fois encore en tant que garants de la Constitution. Enfin, les efforts des Etats-Unis pour éradiquer une expérience de gauche revendiquant une voie démocratique vers le socialisme qui risque de se transformer en exemple se multiplient: des conseillers de la CIA sont envoyés pour soutenir les groupes de choc de l'extrême-droite, la droite reçoit un ample financement alors que le président Nixon accentue sa politique d'étranglement financier et commercial du Chili.

1973: VERS LE COUP MILITAIRE

Pendant les mois qui suivent, la situation ne cesse de se détériorer. L'auto-gestion populaire ne suffit pas à enrayer la pénurie croissante de biens de base, le système des transports est fortement fragilisé étant donné que l'écrasante majorité des entrepreneurs de transport privé comptent parmi les plus fervents opposants de l'UP.

Quand en mars 1973, les élections législatives nationales voient cette dernière

atteindre 44% des suffrages – malgré une situation économique très fragile –, la bourgeoisie chilienne se décide ouvertement pour la destitution par les armes du président démocratiquement élu. Fin juin a lieu une sorte de répétition générale par le soulèvement d'une unité blindée stationnée à Santiago, la capitale du pays. La résistance ouvrière et paysanne ainsi que les hésitations de la droite ont, cette fois encore, raison du coup militaire mais le chaos est désormais général. Fin juillet se déroule une seconde grève patronale et un certain Augusto Pinochet, considéré comme modéré par les dirigeants de l'UP, devient chef des forces armées.

Le 11 septembre 1973, une semaine après qu'un million de militant-e-s de gauche aient rempli les rues de Santiago, les forces aériennes bombardent le siège du gouvernement. Salvador Allende lance un appel aux ouvriers en les exhortant à ne pas se mobiliser et risquer leurs vies mais à se tourner avec confiance vers l'avenir. Il meurt dans les décombres du palais présidentiel.

Réd.

DOSSIER: LE CHILI D'ALLENDE, UNE EXPERIENCE EXEMPLAIRE

La naissance du Chili néolibéral

Pendant la dictature (1973-1990), Augusto Pinochet et les tristement célèbres «Chicago Boys» imposent le modèle néolibéral par la force. Aujourd'hui, sous un président «socialiste», le néolibéralisme ne cesse de s'approfondir.

Rétablir l'économie de marché capitaliste et la propriété privée ont été les principales exigences des secteurs sociaux appuyant le coup d'Etat du 11 septembre 1973: la bourgeoisie industrielle et financière ainsi que l'aristocratie foncière. Les premières mesures de libéralisation timide du commerce et de la finance se soldent par un échec car l'inflation reste élevée. Confronté à cette situation, Augusto Pinochet opte au printemps 1975 pour la politique que lui suggèrent les «Chicago Boys» (cf. encadré).

THÉRAPIE DE «CHOC»

Il s'agit d'un véritable remède de cheval. Les barrières douanières sont rapidement baissées, les dépenses publiques réduites d'un quart, les investissements publics de moitié. Conséquence: de nombreuses entreprises industrielles font faillite, le taux de chômage dépasse les 30%, l'économie entre en dépression.

Parallèlement, un groupe très restreint de financiers proches de la dictature érige de véritables empires bancaires permettant la main-mise sur les activités économiques les plus rentables du pays. Ce groupe profite également de la «dé-nationalisation» des terres expropriées pendant l'Unité populaire, car le régime autoritaire entend favoriser une nouvelle couche d'agriculteurs-entrepreneurs pour diversifier les exportations d'un pays fortement dépendant du cuivre. Le capitalisme gagne les campagnes.

LES SEPT «MODERNISATIONS»

Ayant consolidé l'économie et maîtrisant l'inflation après cinq années de privations, les néolibéraux passent à la vitesse

supérieure. En 1979, Pinochet annonce un programme de sept «modernisations»: à côté d'une réforme administrative et judiciaire et le soutien au capitalisme agricole, la logique capitaliste sera approfondie dans quatre domaines clefs. Le secteur de la santé est presque entièrement privatisé; dans la prévoyance sociale, la capitalisation individuelle remplace la répartition. Les taxes universitaires atteignent des sommes astronomiques. Résultat: un système de santé, de retraites et de formation de classe.

Or, c'est dans le monde du travail que la principale contre-réforme a lieu. Flexibilisant à outrance les conditions de travail, la nouvelle législation interdit formellement la constitution de syndicats inter-professionnels ou par branche, les grèves sont prohibées. Jadis puissant, le mouvement syndical chilien est réduit à néant.

CRISE PASSAGÈRE

Puis intervient une nouvelle dépression économique. Le Chili est le pays le plus touché par la crise de la dette latino-américaine de 1982. En effet, suite à la libéralisation intégrale de son secteur financier, il s'est lourdement endetté auprès des banques étrangères. Le taux de chômage officiel dépasse à nouveau les 30%. Face à la pression d'une partie des secteurs sociaux qui le soutiennent et confronté à un mouvement de contestation massif formé par les forces démocratiques du pays, Pinochet est obligé de limoger la vieille garde des «Chicago Boys», appelle une nouvelle génération

L'équilibre des finances publiques demeure un principe sacro-saint, alors que l'économie est en crise.

d'économistes aux commandes et négocie un programme d'ajustement structurel avec le Fond monétaire international (FMI).

Après le retour de la croissance vers le milieu des années 1980, l'équipe en place lance une troisième vague de contre-réformes en privatisant entre 1986 et 1990 les principales entreprises des services publics d'infrastructure (électricité, télécommunications).

TRANSITION «PACTISÉE»

Au plébiscite que le dictateur convoque en 1988 pour demander une prolongation de son règne de huit ans, la majorité de la population répond par un non. Commentent alors les pourparlers entre l'opposition modérée et les généraux. Ces derniers

exigent et obtiennent deux garanties essentielles: premièrement, la Constitution imposée en 1980 par Pinochet subira seulement des modifications marginales. Deuxièmement, le modèle néolibéral sera maintenu.

Ces deux garanties restent toujours en vigueur. Plus encore, la coalition qui gouverne le Chili depuis 1990 se fait la championne du néolibéralisme. Ainsi, la privatisation de l'eau entamée il y a cinq ans s'est accomplie sous le président actuel, le socialiste Ricardo Lagos, la conclusion d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis compte parmi les priorités politiques du gouvernement et l'équilibre des finances publiques demeure un principe sacro-saint, alors que l'économie est en crise et que le chômage ne cesse d'augmenter.

Réd.

QUI SONT LES «CHICAGO BOYS»?

Dès 1956, des économistes chiliens partent faire des études post-grades à l'Université de Chicago, berceau de la réaction néolibérale avec Milton Friedmann comme idéologue en chef. Libéralisation du commerce, de la finance et du marché du travail, démantèlement de l'Etat, privatisations, orthodoxie monétaire et financière deviennent leurs mots d'ordre. De retour au Chili, ces économistes restent cependant des marginaux. Dans les universités, la pensée keynésienne domine et les industriels chiliens dépendent fortement du soutien de l'Etat. Tout change après le 11 septembre 1973. Soutenues par la bourgeoisie financière, les principales têtes de ceux qu'on appelle désormais les «Chicago Boys» dirigent la politique économique de la dictature dès 1975 en occupant les Ministères stratégiques – Finances, Economie, Travail – ainsi que la présidence de la Banque centrale et imposent le modèle néolibéral. Avec la transition vers la démocratie, une nouvelle équipe assume la direction de la politique économique, sans remettre en cause le néolibéralisme de ses prédécesseurs.

DOSSIER: LE CHILI D'ALLENDE, UNE EXPERIENCE EXEMPLAIRE

Trente ans après le coup militaire: le Chili dans la mémoire

Par José Manuel Lira, anthropologue, ex-prisonnier politique, ancien exilé, Padre Hurtado (Santiago de Chile)

Pendant l'année 1999, en voyage en Suisse, invités par des amis, nous avons visité les Grisons. Nous y avons rencontré Dolores, Ursula et Maria, paysannes de montagne, spécialistes des plantes médicinales et élèveuses de chèvres. Ces trois femmes suisses connaissaient le Chili, avaient entendu parler de la dictature de Pinochet et de la violation des droits humains dans mon pays. Elles savaient son destin tragique. Comment raconter aujourd'hui quelque chose de mon pays, tellement loin de la Suisse, 30 ans après cette tragédie?

Le monde regardera ce 11 septembre 2003 depuis deux tribunes. Quelle est la vôtre? Le 11 septembre des peuples sera commémoré au Chili et partout où l'on croît qu'un autre monde est possible. L'autre 11 septembre sera celui de l'Empire, celui des Etats-Unis.

A la lumière des faits historiques irréfutables, la CIA et les Etats-Unis ont organisé et financé le coup militaire au Chili à travers des opérations occultes. Du point de vue des groupes démocratiques, le résultat est tragique. Des milliers de disparus et d'exécutés, des centaines de milliers de chiliens emprisonnés et torturés, des centaines de milliers de chiliens en exil et contraints à migrer. C'est un paradoxe que les principaux accusés des attaques contre les tours jumelles aient également été formés et armés par les mêmes qui ont détruit les vies au Chili.

Avec le 11 septembre 1973, une dictature néolibérale

et violatrice des droits humains commence dans mon pays. Aujourd'hui, nous pouvons dire avec une certaine exactitude qu'il y a 30 ans, au Chili, débutait l'hégémonie des Etats-Unis à l'échelle globale. Au Chili ont été implémentées les transformations dictées par le Fond monétaire international. Aujourd'hui, nous pouvons comprendre que mon pays, à l'intérieur de ce qu'on appelle «globalisation néolibérale», a été, et continue d'être, un laboratoire, un modèle pour les pays du Tiers Monde.

* * *

Aujourd'hui, mon pays est profondément divisé. Du point de vue des transformations économiques et politiques, c'est un pays méconnaissable. Trente ans après le coup militaire, nous vivons avec une Constitution imposée par la dictature. Au parlement, la présence militaire, à travers des sénateurs «désignés», est permanente. Le système électoral exclut les minorités.

La population indigène n'est pas reconnue constitutionnellement malgré le fait qu'elle représente plus que dix pourcents de la population du pays. Le droit du travail n'est pas respecté, car le Chili est un paradis des bas salaires. Il n'existe pas d'égalité devant la loi, il n'existe pas de loi du divorce, il n'existe pas de réglementation de l'avortement. La question de la violation des droits humains reste en suspens.

Nous voyons aujourd'hui avec horreur la docilité et la vassalité avec lesquelles notre gouvernement envisage les relations internationales. Pendant qu'au niveau du continent on recherche des alternatives à l'Accord de libre-échange des



Amériques et des alliances avec le Mercosur, le Chili a signé unilatéralement des accords de libre-échange avec les Etats-Unis, l'Union européenne, la Corée du Sud etc. De tous les pays latino-américains, c'est l'économie la plus ouverte à la «globalisation néolibérale».

* * *

D'un pays social avec la présence forte de l'Etat dans toutes les activités économiques, il s'est transformé en un pays privatisé. Les systèmes d'éducation, de santé, de transport, les services d'électricité, des télécommunications et de l'eau, les aéroports, les ports et les autoroutes, tous privatisés. La principale source de richesse – le cuivre – est également privatisée à plus de soixante pour-cent.

L'exploitation des ressources naturelles: privatisée également.

Avec un développement économique honteux, nous connaissons une concentration des riches parmi les plus brutales et un pôle de misère et de maladies impossible à occulter.

Ainsi se présente aujourd'hui le Chili trente ans après la mort de Salvador Allende, trente ans après l'avènement de la dictature militaire. Qu'en est-il des sentiments et des émotions, que se passe-t-il avec les maladies de l'âme et de l'esprit? Au Chili, la preuve est donnée que développement économique ne signifie pas développement humain.

(traduit de l'espagnol)

DOSSIER: LE CHILI D'ALLENDE, UNE EXPERIENCE EXEMPLAIRE

A travers leurs yeux

Le Chili de l'Unité populaire et de l'après coup militaire illustré par des récits personnels. Trois témoins directs vivant aujourd'hui en Suisse ont répondu à nos questions.

Trois histoires, trois parcours de vie différents, avec comme points communs le Chili, l'Unité Populaire, le coup d'Etat, la répression et, finalement, l'exil en Suisse. *Pages de gauche* a rencontré ces militant-e-s qui ont accepté de témoigner de leur expérience, de raconter leur histoire, de confier leur regard personnel sur le Chili, l'Histoire et la Suisse.

ENTHOUSIASME ET DÉSILLUSIONS

Gloria est née dans une famille de gauche. Toute petite elle, voit chez ses parents s'organiser les premières campagnes – clandestines d'abord – de Salvador Allende. Elle est encore toute jeune étudiante à l'Université lorsque les premiers signes qui font croire à une victoire de la gauche se font ressentir. Le président des étudiant-e-s du Chili élu en 1968 est de gauche, de grandes réformes universitaires sont mises en place et les étudiant-e-s obtiennent que l'élection du recteur se

fasse par l'ensemble du corps universitaire.

Ainsi, son père sera un des premiers recteurs de gauche à être élu: pour Gloria cela sera le début de la foi en la victoire de Salvador Allende aux prochaines élections. Dès 1970 commence cette longue campagne où toute la gauche est unie derrière Salvador Allende. Au soir des élections l'euphorie domine, mais toutes et tous craignent la réaction de la droite, restée très arrogante et agressive.

Dès ce moment, commence la mise en œuvre des «40 mesures» prévues dans le programme électoral. Pour Gloria et plusieurs jeunes de gauche, cela représente une période où, malgré leur âge, ils et elles se retrouvent à devoir assumer des rôles d'adultes pour soutenir le gouvernement. A cette période se mettent également en place les «travaux volontaires» organisés par la Fédération des étudiant-e-s. Les étudiant-e-s ont la possibilité de s'inscrire et la Fédération organise le voyage jusqu'aux

endroits où leurs compétences peuvent répondre aux besoins de la population.

Pendant les trois années du gouvernement de l'Unité populaire, Gloria est responsable des commissions agricoles. C'est une période exaltante mais épuisante: ces activités se font en plus des études et les vacances sont entièrement consacrées aux travaux volontaires. Il faut continuellement se battre contre le boycott organisé par la droite. Pendant les grèves, les étudiant-e-s essaient de pallier au manque de main d'œuvre en remplaçant les grévistes.

Le matin du 11 septembre, à 5h du matin un coup de téléphone prévient son père que la radio de l'Université dont il est recteur a été mitraillée. Lorsque Gloria arrive à son travail, ses collègues de droite quittent les lieux en annonçant le couvre feu. A 11h, la radio diffuse le dernier discours de Salvador Allende. Conformément à la consigne, Gloria est restée sur son

lieu de travail. Quelques heures plus tard, elle voit la tour de la radio d'où a été diffusé le discours s'effondrer, bombardée. Pendant ce même après-midi, son père et sa mère se font rafler à l'Université avec Victor Jara qui y était invité pour un entretien à la radio de l'Uni.

Pendant les 5 années qui vont suivre Gloria fera partie de celles et ceux qui participeront à la mise en place des réseaux de résistance. Il s'agira essentiellement de récolter des informations, sur les prisonniers, sur leur état de santé, sur les tortures, sur les militaires, mais aussi d'organiser les départs hors du pays. Elle prendra des contacts avec le CICR, seule organisation qui peut se rendre dans les camps de prisonniers, où elle y rencontra un médecin suisse qui deviendra son mari.

Si sa mère est relâchée assez rapidement, il faudra attendre 2 ans pour que son père sorte des camps de prisonniers. Puis, la situation s'aggravant, c'est le départ du Chili. Gloria découvrira la Suisse lors de sa lune de miel, situation hautement favorisée par rapport aux autres exilés chiliens, comme elle en est très consciente. En 1980 elle s'établit à Genève. L'associatif et les réseaux de solidarité sont déjà en place. Elle rejoindra les associations de résidents chiliens existantes: Gloria y est toujours active aujourd'hui.

L'EXIL SANS FIN

Maria est née tout au sud du Chili, dans une famille d'ouvriers agricoles, non-propriétaires. Elle se rappelle, petite, avoir dû saluer le propriétaire lorsqu'il passait dans le village!

Lorsqu'elle se rend à l'Université pour devenir infirmière, c'est l'époque de 68, elle se sent solidaire des revendications des travailleuses et des travailleurs et développe des activités au sein de l'Université.

Avec la victoire du gouvernement de l'Unité Populaire, la

¡VERDAD Y JUSTICIA!

Entre 1973 et 1990, des milliers de personnes – la plupart des militants de gauche – sont exécutés ou portés disparus (c'est-à-dire que leurs corps ont été jetés à la mer, enterrés quelque part dans les Andes ou près des grandes villes), des centaines de milliers de chiliens emprisonnés, torturés ou contraints à l'exil. Aujourd'hui, les revendications les plus élémentaires de «*verdad y justicia*» (vérité et justice) avancées par les défenseurs chiliens des droits humains buttent toujours contre des obstacles insurmontables.

En effet, malgré la condamnation d'un nombre très retreint de militaires la coalition gouvernementale du Chili refuse d'adopter les bases légales permettant la poursuite systématique des auteurs des crimes commis sous la dictature. Actuellement, une nouvelle tentative de mettre un point final à cette question sans soumettre les coupables à un procès est en cours. Le gouvernement du socialiste Ricardo Lagos entend ainsi se débarrasser de ce dossier épineux.

Or, les associations de défense des droits humains, dont notamment celle des détenus disparus (AFDD), fondée en pleine dictature, s'opposent avec détermination à ce projet et exigent que justice soit faite. Formée par les familles des personnes disparues sous le régime d'Augusto Pinochet, l'AFDD mène un combat exemplaire. Depuis quelques années, elle dispose de sa propre maison, la *Casa de la Memoria*. Si vous souhaitez soutenir l'AFDD, n'hésitez pas à la contacter par l'intermédiaire de notre adresse électronique: info@pagesdegauche.ch.

PhMü

motivation des militant-e-s ne fait que croître les travaux volontaires commencent. Maria fait son stage final d'infirmière dans une communauté de mineurs, où elle constate leurs conditions de vie inacceptables et celles de leurs familles. En 1972, puis en 1973, les deux grandes grèves organisées par la droite frappent le Chili: période très pénible, où il est difficile de se procurer des produits élémentaires. Maria fournit, avec les autres militant-e-s de gauche, un travail incessant pour lutter contre la paralysie du pays.

Malgré ces efforts, le coup d'Etat survient. Le 11 septembre, Maria est à la clinique où elle travaille. Elle y reste avec les autres infirmières de gauche afin de maintenir un service minimum, mais il n'était pas possible de défendre réellement son poste de travail. Rapidement, commencent les fouilles de l'armée et les accusations. Maria est accusée de réunion secrète et suspendue de son travail. S'en suit une période très confuse où la peur et l'incertitude s'installent. Avec son mari, Maria décide de quitter le Chili pendant qu'il en est encore temps. Départ pour le Pérou, où ils n'obtiennent qu'un visa de trois mois. Ils déposent de multiples demandes d'immigration et la Roumanie leur accorde finalement un visa pour une année.

En Roumanie, l'espoir renaît. L'accueil est formidable, on leur fournit un appartement, des traducteurs, un travail. Maria et son mari envisagent de s'y installer, d'avoir des enfants dans un pays socialiste, de reconstruire une nouvelle vie. Pourtant, après quelque temps, le verni se craquelle et leurs mouvements sont l'objet d'une surveillance accrue. Tout ceci leur rappelle trop l'oppression subie au Chili et ils prennent la décision de quitter la Roumanie.

Ils arrivent en Suisse, où l'asile politique leur est refusé. Les autres exilés chiliens leur refusent leur aide: puisqu'ils ont fui un pays socialiste qui les avait accueillis, ils sont considérés comme ayant trahi la cause socialiste! Finalement, des personnes actives au Centre Social Protestant et au Parti socialiste leur fournissent un logement et leur

obtiennent un permis de séjour de 3 mois, renouvelable, qui leur permet de travailler. Ainsi, ils commencent à construire une nouvelle vie à Genève.

Dans les années 80, les premiers groupes de Chiliens résidant à Genève se mettent en place. Maria s'engage alors pour la solidarité avec le Chili: il s'agit de récolter des fonds pour aider les gens sur place, informer sur la situation, faire fuir celles et ceux qui sont encore au Chili. Elle ne saurait compter les milliers et les milliers d'empanadas cuisinés à cette fin!

Maria a deux enfants, qui naissent en Suisse et qui sont apatrides, puisque le Chili connaît le droit du sol. Sa fille décide de connaître le Chili et la famille et d'avoir la nationalité chilienne: elle ira passer une année au Chili pour obtenir la nationalité, étudiant dans la même Université que Maria à Santiago. Elle y fera, comme sa mère, l'expérience de l'engagement étudiant.

Maria est persuadée que le meilleur moyen d'aider le peuple chilien est de soutenir les actions qui se mettent en place au Chili. Elle n'a pas demandé la nationalité suisse: elle considère qu'elle a mérité le droit de voter en Suisse puisqu'elle contribue à la vie de la communauté suisse depuis près de 30 ans.

RETOUR AU CAMP DE PRISONNIERS N°2

A mi-chemin entre Santiago et Valparaiso se situe un port maritime, celui de la région de San Antonio. Tristement célèbre, cette région a été celle de l'Ecole des ingénieurs militaires de *Tejas Verdes*, berceau du coup d'Etat puis centre de torture de la DINA, l'organe de la répression politique de Pinochet.

Hernan Becerra vivait dans cette région lorsqu'il a été arrêté le 15 septembre 1973. Militant socialiste depuis 1948, puis cadre intermédiaire du parti dès les années 1960, il connut la prison de San Antonio, mais aussi le «Camp de prisonniers n°2» – nom officiel de *Tejas Verdes* – où il y fut torturé dans les sous-sols de l'ancien casino, devenu un hôtel-restaurant pour les sous-officiers de la DINA.



Viviana Díaz, secrétaire générale de l'AFDD (cf encadré) à Santiago de Chile, mars 2000, lors d'une manifestation contre Pinochet.

H. Becerra se rassure lorsqu'il dit avoir été «pour les statistiques» le dernier détenu torturé sans jugement à *Tejas Verdes*. Il sait bien que la sinistre comédie a continué, affublée dès juillet 1974 de farces de procès, histoire de torturer «légalement»...

Malgré neuf mois passés en prison, H. Becerra est resté au Chili jusqu'en 1975 et a continué de militer clandestinement. Ce n'est qu'après la seconde arrestation de sa fille et sur le conseil d'amis proches qu'il pris finalement la voie de l'exil vers la Suisse, via l'Argentine.

En Suisse, H. Becerra reçoit pour lui et sa famille ce que le régime de Videla en Argentine lui avait refusé: l'asile politique. En 1979 donc, la famille Becerra s'installe à la Chaux-de-Fonds et lui, l'ancien administrateur d'une société nationalisée, devient nettoyeur à l'hôpital de la ville. Pas de honte à cela, au contraire dit-il en riant, «je me sentais un peu comme le Lénine d'une vieille affiche, sauf que lui voulait être le nettoyeur du monde».

Oubliez des formalités toutes helvétiques de l'asile politique, H. Becerra milite dans les syndicats, le SSP, puis «officiellement» dès 1984, à la Ligue marxiste révolutionnaire où il se rappelle avoir été bien souvent

«le seul ouvrier autour de la table». Qu'importe d'ailleurs, car s'il dit aujourd'hui aimer la Suisse, c'est bien parce qu'il a d'abord aimé ces combats autour de ces tables dans «ces lieux d'histoire de la lutte révolutionnaire mondiale».

Depuis 1989, H. Becerra mène un autre combat contre l'impunité des tortionnaires chiliens. Fondateur avec d'autres *compañeros* de l'Association des anciens prisonniers de *Tejas Verdes*, il a entamé un long travail d'enquête et de reconstitution des faits pour éclairer les plus sombres recoins du passé du «Camp de prisonniers n°2» et pour l'indemnisation des survivants de la répression. Témoignages et conférences publiques au Chili ou en Suisse rythment désormais les journées de cet infatigable militant de 73 ans.

Et comme il le fait depuis plusieurs années, H. Becerra ira se souvenir le 11 septembre prochain des *compañeros* du «Camp de prisonniers n°2», en jetant quelques pétales de roses dans les flots du Lac de Neuchâtel.

Témoignages recueillis par Carole-Anne Kast et Yves Steiner

DOSSIER: LE CHILI D'ALLENDE, UNE EXPERIENCE EXEMPLAIRE

L'actualité de l'expérience chilienne

La lutte en faveur du socialisme démocratique passe nécessairement par l'obtention de majorités populaires et par les institutions de la démocratie libérale. Dans ce contexte, l'évolution au Brésil montre les difficultés auxquelles se heurte aujourd'hui un projet même modéré de changement social.

Presque rien semble indiquer à l'heure actuelle que dans un avenir proche une gauche en rupture avec la logique capitaliste puisse entamer un processus de construction du socialisme démocratique. La puissance impériale américaine est dominée par les secteurs les plus anti-démocratiques, guerriers et réactionnaires de sa classe dominante. En Europe, à côté d'une majorité de gouvernements ultra-conservateurs, les social-libéralismes allemand et britannique continuent à discréditer des partis qui avaient jadis brandi le drapeau du socialisme réformiste.

Aucun signe d'espoir en provenance d'Afrique et d'Asie. L'enthousiasme suscité par la chute du régime de l'Apartheid en Afrique du Sud et l'ascension au gouvernement de l'ANC a fait place à la désillusion. En Corée du Sud, pays qui possède le mouvement syndical démocratique le plus fort du continent asiatique, l'heure est à la remise en cause des quelques faibles acquis sociaux.

L'EXPERIENCE BRÉSILIENNE

C'est en Amérique du Sud, une fois de plus, que s'ouvre un espace politique et social à la gauche. Après trois tentatives échouées, le Parti des Travailleurs (PT) du Brésil avec l'appui décisif du vaste mouvement social et populaire gouverne aujourd'hui le principal pays latinoaméricain.

Sa tâche est titanique. En effet, le gouvernement de «Lula» doit évoluer dans un contexte fort difficile. D'un côté, le peuple brésilien et les forces sociales, syndicales et politiques qui soutiennent le PT, exigent une amélioration rapide et significative des conditions de vie ainsi qu'une démocratisation sociale et économique du pays. De l'autre, la bourgeoisie brésilienne et l'Empire

américain répondront à chaque remise en cause du modèle néolibéral, de l'orthodoxie monétaire et budgétaire et des engagements financiers extérieurs du Brésil, par une levée de boucliers. Enfin, le PT est contraint de trouver des compromis avec un parlement dominé par la droite.

Après les premiers mois marqués par l'austérité financière et l'annonce de réformes touchant à des intérêts sectoriels, les critiques font entendre leur voix. C'est notamment au sein d'une certaine extrême-gauche européenne qu'on se complait le plus à afficher des visages genre «déjà vu, déjà vendu». Or, quelle alternative crédible propose-t-elle à l'heure où les capitaux spéculatifs détruisent une monnaie, des réserves de devises et une économie en un rien de temps? Qu'on le veuille ou non, dans le contexte actuel seule une démarche politique circonspecte permet de faire évoluer le rapport de force général en faveur de la gauche. Tarso Genro, ancien maire de l'emblématique ville de Porto Alegre devenu proche collaborateur de «Lula», l'exprime ainsi: il s'agit tout d'abord de renforcer la coalition de centre-gauche, d'éviter une militarisation des conflits sociaux dans un pays ayant vécu sous un régime militaire de 1964-1985 et de commencer à réaliser, pas à pas, les réformes prévues. Pour lui, «ce qui est en jeu au Brésil n'est pas la transition vers le socialisme ou la démocratie populaire. Notre horizon est beaucoup plus modeste. Nous cherchons (...) à créer les conditions permettant aux brésiliens et aux brésiliennes de lutter pour le socialisme.» (*WochenZeitung* du 21 août 2003).

ET LA GAUCHE EUROPÉENNE?

Tel est l'objectif que devrait se donner la gauche

européenne tout en appuyant ouvertement l'expérience brésilienne en cours. Les mobilisations syndicales récentes en Italie, en France, en Espagne ou encore en Autriche, les manifestations contre la guerre en Irak ainsi que les rassemblements massifs des militants alter-mondialistes fournissent la preuve que le nombre de personnes cherchant un autre monde possible va croissant. Il s'agit maintenant, comme dans le cas de la gauche brésilienne, d'utiliser ses

espaces démocratiques pour se lancer dans une démarche semblable à celle qu'a connue la gauche chilienne ainsi qu'à celle qui a rendu possible la victoire de «Lula».

Le projet existe: rompre avec la logique capitaliste et s'engager pour une société alternative. Le chemin à suivre également: accumuler des forces en ouvrant un large débat dans l'objectif de créer un large front de la gauche anti-capitaliste, continuer et amplifier l'opposition au démantèlement de l'Etat social et du service public, participer et remporter des élections sur fonds d'une mobilisation syndicale, sociale et populaire permanente.

Philipp Müller

HOMMAGE À SALVADOR ALLENDE

Difficile d'évoquer la victoire électorale de Salvador Allende et les années de l'Unité populaire sans parler de la chanson politique et populaire qui s'associe dès les années soixante aux combats de la gauche chilienne. Des chansonniers aux côtés du *compañero* Allende, Angel Parra en a fait partie, tout comme sa sœur Isabel ou Victor Jara qui sera sauvagement assassiné par les militaires quelques jours après le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Tous les trois s'inspirent de l'exemple de la mère d'Angel et d'Isabel, Violeta Parra, fondatrice de la «Nouvelle chanson chilienne» qui allie instruments et chants populaires avec des textes poétiques et politiques. Rien d'étonnant donc de retrouver trente ans après, Angel Parra aux commandes d'un album commémorant la chute de Salvador Allende.

Pour cette entreprise, Angel Parra a bien entendu appelé les incontournables d'hier, mais aussi ceux d'aujourd'hui, le groupe *Ventschka* ainsi que deux rappeurs de *Zebda*, Hak et Mouss. Loin d'être une simple collection d'hymnes au socialisme, l'opus d'Angel Parra fait aussi œuvre de mémoire par delà les archives sonores dont certains morceaux sont truffés, mais surtout grâce aux textes de Gilles Perrault, lus par la belle et grave voix de Pierre Arditi.

De ce florilège en apparence composite, bien des puristes n'y retrouveront pas l'atmosphère des chants entonnés autrefois dans les *peñas*. Qu'importe la forme, on y préfère le fond: rappeler la mémoire d'une lutte socialiste, bref, un hommage à un espoir et à un homme que Richard Nixon, grand poète à ses heures, avait traité de «fils de pute» avant de décider de le renverser au nom du Monde libre...

Angel Parra, *¡Venceremos! – Hommage à Salvador Allende (11 septembre 1973 – 11 septembre 2003)*, Last Call Records, 2003.

Elections fédérales 2003: une pré-campagne aux relants populistes

Plus que jamais c'est l'UDC qui détermine les stratégies des partis bourgeois et qui leur inspire également leurs méthodes.

Les affiches et les tracts sont imprimés, les stratégies électorales décidées au sein des exécutifs des partis, mais il est difficile de comprendre quels sont les enjeux et les thèmes des élections fédérales de cet automne. Est-ce la perspective d'un triomphe de l'Union Démocratique du Centre qui pousse les autres partis de droite à escamoter le débat sur la plupart des sujets importants? Pourtant le programme de la droite est clair et Pascal Couchepin l'a annoncé: élèvement de l'âge de la retraite, spoliation des salariés par les fonds de prévoyance, démantèlement de l'Etat social. Mais le parti radical se garde bien de faire de l'AVS à 67 ans le sujet des annonces qu'il a déjà commencées à diffuser dans la presse. Pas fous les conseillers en communication!

LES PDC PÉDALENT DANS LE YAOURT

Quant aux démocrates-chrétiens, à force de s'accrocher à tout et à n'importe quoi – PME, violence chez les jeunes, familles, etc., sans avoir vraiment quelque chose de cohérent à dire sur ces sujets, ils ne gagnent guère en crédibilité. La campagne du PDC se résume à l'exhibition de ses conseillers fédéraux sur un camion. Malheureusement les récents coups de gueule de Joseph Deiss en réponse aux attaques dont il fut l'objet, ne lui donneront guère plus de relief. On aurait apprécié que le ministre de l'économie manifeste plus tôt ses réticences par rapport à la politique «de la tondeuse» de Kaspar Villiger. Des coupes budgétaires qui peuvent se révéler catastrophiques pour l'un des points forts de l'économie suisse: le niveau de formation de ses travailleurs.

Autre sujet à éviter jusqu'au 19 octobre: l'Europe. Mis à part l'UDC, personne ne veut en

parler trop fort. Les radicaux, divisés sur le sujet, utilisent par la voix de la présidente Christiane Langenberger une langue de bois digne de l'ébénisterie fine. Même Franz Steinegger, qui nourrit pourtant quelques ambitions à la succession Villiger, ne comprend pas ce qu'elle dit: «Je ne sais pas ce qu'elle a vraiment dit. Il faudrait que j'en parle avec elle. Mais demander l'adhésion à bref délai, c'est courir à l'échec. Et si, sans cesse, on va répétant qu'il faut une adhésion, si sans cesse on rallume la discussion, on ne fait que renforcer le parti – l'UDC – qui est le plus clairement contre» (*L'Hebdo*, 21 août 2003). La stratégie consistant à éviter le terrain de prédilection de son adversaire est aussi un aveu de faiblesse. Et à ce petit jeu là, on risque de ne plus rien avoir à dire sur rien.

LA XENOPHOBIE, FOND DE CAISSE DE LA DROITE

Dans ce marasme pré-électoral, on recherche les coups

médiatiques et les thèmes populistes. La décision récente du Tribunal fédéral d'admettre le recours des candidats à la naturalisation, refusée en votation populaire dans la commune lucernoise d'Emmen, a permis à quelques tenors des partis bourgeois de s'illustrer. Rappel des faits: en mars 2000 les citoyens d'Emmen refusent la naturalisation à 48 candidats originaires des pays de l'ex-Yougoslavie. Ce vote apparaît clairement comme une discrimination xénophobe et une violation des droits de la personne. Un recours est déposé au Tribunal fédéral. Au début du mois de juillet dernier, les juges de Mon-Repos ont estimé que soumettre les naturalisations au scrutin populaire était contraire à la Constitution. Que l'UDC ait saisi l'occasion pour crier à la violation des droits populaires n'est pas surprenant: nous sommes malheureusement habitués à ses tendances extrêmes-droitières. Par contre, que des conseillers

nationaux PDC, tels que Carlo Schmid (Appenzell) ou Bruno Frick (Schwytz) se soient répandus dans les médias pour manifester leur «vive indignation» face à cette décision, montre bien la dérive droitière de ce parti. Carlo Schmid va même jusqu'à menacer de représailles lors des prochaines élections des juges fédéraux... Le plus inquiétant est que cette question ne semble pas susciter de débat au sein du soi-disant parti du centre, puisque son président Philipp Stählin et l'ancien conseiller fédéral Arnold Koller sont venus appuyer les parlementaires alémaniques. Chez les radicaux au moins, on a vu le conseiller aux Etats fribourgeois Jean-Claude Cornu dire que «la procédure de naturalisation par le peuple était aussi incongrue que l'aurait été l'octroi du permis de conduire par la même voix» (*Le Temps*, 10 juillet 2003). Sa position ne fait pas l'unanimité dans son parti, mais nous savons que l'on ne veut pas parler des sujets qui fâchent...

Philippe Mivelaz

LE PDC VEUT PARLER DE LA VIOLENCE DES JEUNES



La Justice pénale internationale permanente ou la justice des pauvres

Ratifiée par 80 Etats, la Cour pénale internationale (CPI) constitue un pas important dans la construction d'une justice pénale internationale. Or, sa mise en place n'est pas sans provoquer des problèmes considérables.

Par Dragan Bunic, juriste,
St-Aubin (NE)

L'idée d'une justice pénale internationale est apparue avec l'émergence de l'Etat et de la Souveraineté. Le désir humain d'empêcher les atrocités dans les affrontements armés et de protéger la population civile a nourri cette idée, toujours plus actuelle dans les moments critiques pour l'humanité où les violations graves de la coutume de guerre et du droit humanitaire se produisaient.

ANTÉCÉDENTS HISTORIQUES

Le XX^{ème} siècle restera dans la mémoire de l'humanité un siècle de paradoxes. Beaucoup a été fait pour la protection des personnes, mais plus encore pour leur destruction et leur souffrance. Les deux guerres mondiales et une centaine de guerres régionales, civiles et de libération en témoignent. Dans ce contexte, le projet d'une justice pénale internationale a partiellement abouti à l'issue de la Seconde guerre mondiale par la création de tribunaux militaires compétents pour juger les grands criminels de guerre (de Nuremberg et de Tokyo).

Pendant les années 1990,

les deux guerres civiles, une en Europe (la Yougoslavie), et l'autre, en Afrique (le Rwanda) ont éclaté. Malgré les demandes du CICR, les Nations Unies ont tardé à intervenir dans de tels affrontements, ce qui a permis à son organe exécutif, le Conseil de sécurité, de se donner un rôle de législatif et de créer les tribunaux pénaux *ad hoc*. Pour la première fois ces tribunaux étaient chargés de juger les crimes graves aux Conventions de Genève de 1949, les violations des lois et coutumes de la guerre, les crimes contre l'humanité et surtout les actes de génocide commis lors de la guerre civile.

VERS UNE COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Certains pays, membres permanents du Conseil de sécurité, n'ont pas caché leur désir de soumettre à cet organe la création de la Cour pénale internationale, ce qui a provoqué une vague d'insatisfaction de beaucoup d'Etats ainsi que d'organisations non gouvernementales et accéléré sa création. A l'heure actuelle, les Etats-Unis font tout pour diminuer l'importance de cette justice. Une résolution récente du Conseil de sécurité le prouve.

Après beaucoup d'efforts,

de négociations et de compromis, en juillet 1998 à Rome, une Cour pénale internationale a été créée contre la volonté des Etats-Unis, de la Chine, de l'Inde et de certains autres pays. Les Etats Unis ont réussi à ce que le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte, le 12 juillet 2002, une résolution [1422] exemptant pendant une année de poursuites devant la CPI les ressortissants américains et autres Etats non-parties au statut de la CPI «engagés dans des opérations de maintien de la paix». Ladite convention peut être prorogée d'année en année, sans que l'on sache par exemple si l'intervention en Irak y est comprise. La CPI est aujourd'hui composée de 18 juges et son Procureur, M. Luis Moreno Ocampo, a été nommé en avril 2003. Ce dernier a notamment joué un rôle de premier plan dans le cadre des procès contre les principaux responsables des crimes commis pendant la dictature en Argentine (1976-1983).

JUSTICE «DES PAUVRES»?

Malgré la ratification du Statut de la CPI par 80 Etats, cet organe ne dispose pas encore de locaux. N'étant pas l'organe des Nations Unies, mais celui des Etats parties au Statut, la CPI ne

peut compter sur une aide de cette organisation aussi longtemps que les parties ne le décident. En attendant, chaque Etat doit procéder à des investigations avec ses propres moyens, ce qui peut avoir des conséquences indésirables. Les Etats pauvres, n'ayant pas assez de moyens techniques ou de personnel qualifié pour effectuer de façon appropriée des investigations, ainsi que pour juger les suspects de ces crimes, seront obligés de «confier» l'affaire à la Cour (art. 14 et 17 du Statut). Etant donné que la CPI est une justice complémentaire des juridictions pénales nationales, dépendant financièrement des Etats membres, on peut craindre que les Etats riches essaieront d'imposer certaines solutions qui ne sont pas acceptables pour tous. Il se pourrait qu'à cause de cette inégalité au bénéfice des services, la CPI devienne en quelque sorte la justice «des pauvres».

Tout le monde n'en est pas satisfait, mais, «l'enfant est né, berger» et il est à espérer que son existence jouera un rôle important non seulement sur le plan répressif mais aussi sur le plan préventif au niveau mondial, surtout en ce qui concerne le respect du droit humanitaire.

POUR EN SAVOIR PLUS

Dragan Bunic, docteur en droit, vient de publier un ouvrage intitulé «La Justice pénale internationale». Son livre se penche sur le processus de création de la CPI, analyse les obstacles actuels à l'exercice de ses fonctions, discute des raisons qui ont amené certains Etats, dont notamment les Etats-Unis, à s'opposer à la mise sur pied de ce tribunal et en décrit le fonctionnement.

Vous pouvez commander ce livre au prix de 30 francs auprès des Editions de la Vaux. Tél. 032'836'36'46. E-mail: imprimeriemac@caiv.ch.

EN BREF

La guerre d'Irak à Hollywood

La soldate Jessica Lynch a reçu son congé de l'armée américaine. Alors que la BBC a pu prouver qu'elle se faisait en réalité soigner dans un hôpital, elle avait été présentée par la machine de guerre médiatique américaine comme une héroïne après sa libération spectaculaire des mains de militaires irakiens «impitoyables» par des troupes US. Malgré l'esbrouffe, plusieurs producteurs hollywoodiens ont d'ores et déjà annoncé leur intérêt d'éterniser cette «épopée» sur pellicule.

Le cynisme atteint donc de nouveaux sommets. Sergio Vieira de Mello vient de perdre la vie dans les décombres du siège de l'ONU à Bagdad et les américains se montrent incapables d'assurer les services publics de base à une population irakienne exténuée. Les citoyens américains, eux, auront droit à un film sur une héroïne qui n'en est pas et... à un héros hollywoodien du genre «action guerrière», Arnold Schwarzenegger, dont les chances de remporter le siège de gouverneur de la Californie sous bannière républicaine semblent largement acquises.

Dernière réplique

Comme toutes les études portant sur la sphère privée, les chiffres sur la violence domestique sont rares. Même si certains d'entre eux sont sujets à polémique, l'on sait cependant que 98% des victimes sont des femmes, qu'elle concerne une femme sur cinq en Europe et qu'en France, six femmes en meurent tous les mois.

Tout comme en Espagne où il a fallu plusieurs faits divers particulièrement odieux pour que les autorités réagissent, il aura fallu en France le drame médiatisé d'une actrice française pour que cette brutalité statistique se révèle enfin et pour rappeler que ce comportement n'est évidemment pas le propre des hommes défavorisés, des chômeurs ou des alcooliques, qu'elle touche tous les milieux, y compris celui du rock le plus correctement rebelle.

Mais lever des tabous n'est pas chose aisée. Après avoir été séduits par le caractère morbide du drame, beaucoup s'affairent à inverser le face à face avec la réalité en qualifiant le crime d'une femme au visage éclaté par les coups de «passionnel», en le vernissant d'un «amour trop fort». Comme si l'amour trouvait-là son expression ultime et sublime. Comme s'il fallait apprendre aux petites filles que l'amour vrai d'un homme contient la promesse d'une mort et qu'un accident est si vite arrivé.

Alors qu'on se le dise: en pratique et hors fantasmes, derrière le cas topique d'une femme battue à mort par son conjoint, les coups portés ne sont jamais un accident ou une légitime défense mais forcément l'aboutissement d'un jeu de massacre chronique, d'une overdose à un dépassement grandissant des limites. Casuistique shakespearienne classique: confusion ultime entre Eros et Thanatos générant le drame. Et c'est bien parce que la passion chez les cogneurs est niée, que ces violents ont peur de ce qu'ils ressentent, qu'un jour ils passent à l'acte pour s'en débarrasser. Si ce que ces criminels refou-
lent c'est l'intimité, pas étonnant dès lors

qu'ils soient plutôt à l'aise avec l'entourage extérieur, social et familial.

L'amour est une expérience de l'intimité et la passion la nourrit d'intensité. Nul doute que dans une société qui refuse la passion en nous suggérant la prostitution, l'échangisme et la télé-réalité, le côté subversif de cette intimité nous fasse peur. Mais il n'y aura pas de solution à cette violence extrême faite aux femmes tant qu'on alimentera la confusion entre passion véritable fondatrice d'intimité et violence redoutable génératrice de mort.

Cesla Amarelle

EXPO.02: LE SALAIRE DE F. STEINEGGER PAS ENCORE FIXÉ



Ils l'ont dit...

George W. Bush est un économiste redoutable. Pour preuve, cette analyse d'une rare pertinence: «La vaste majorité de nos importations vient de l'extérieur du pays».

Le président Bush est légèrement plus inspiré en matière de politique étrangère. Selon lui, «il est difficile de créer un climat de confiance alors qu'un mur est en train de traverser la Cisjordanie». Manque de pot, sur ce coup-là, son vieil ami Ariel n'est pas d'accord. Pour le premier ministre israélien, «les bonnes clôtures font les bons voisins». En plus, il ne s'agit que d'une petite clôture, dotée d'une muraille de béton de huit mètres de haut...

Plus près de chez nous, le ministre français de la santé publique, Jean-François Mattei, s'épanche sur sa gestion de la canicule: «J'ai le sentiment que, dès que nous avons été alertés, nous avons fait ce que nous avons à faire, mais je ne suis pas certain que nous ayons été alertés en temps voulu». 11'500 vieux ne sont plus là pour partager ce sentiment. C'est toujours ça d'économisé sur les retraites...

Nul doute que, face à une telle canicule, les Etats-Unis auraient fait mieux. Car, comme le souligne George W. Bush, «nous sommes prêts pour tout événement imprévu qui peut ou ne peut pas se produire». Sur-tout les pannes d'électricité!

Alexandre Mariéthoz

EN BREF

Succès électrique

Développements intéressants dans le domaine de l'électricité. D'un côté, Moritz Leuenberger entend soumettre une nouvelle loi sur le marché de l'électricité dans un avenir proche. De l'autre, la holding électrique Axpo SA vient d'annoncer qu'elle renoncera au projet d'intégration des réseaux de distribution du courant électrique des cantons de Suisse orientale. Dans leur communiqué publié le 27 août 2003, les responsables d'Axpo déclarent que «par cette décision les cantons respectent les conditions du cadre politique actuel». Le comité référendaire estime pour sa part que ce pas «signifie la fin provisoire des rêves de grande puissance et de l'arrogance monopolistique de la direction d'Axpo».

Salvador Allende

«Travailleurs de ma patrie, j'ai la foi dans le Chili et son destin. D'autres hommes surmonteront ce moment gris et amer où la trahison prétend s'imposer. Sachez que, beaucoup plus tôt que tard, s'ouvriront à nouveau les grandes avenues par où passera l'homme libre, pour construire une société meilleure. Vive le Chili! Vive le peuple! Vive les travailleurs!»

Extrait du dernier discours que Salvador Allende adresse le 11 septembre 1973 sous les bombardements de l'aviation militaire à la classe ouvrière chilienne depuis le palais présidentiel.



AGENDA

6 septembre

Grande chaîne humaine contre l'OMC
16h00, OMC, Genève

10 septembre

Conférence «Le système des retraites face aux attaques néolibérales»
20h00, Salle Gandhi, Maison des Associations, Rue des Savoises 15, Genève

11 septembre

Conférence-débat «Défendre le droit à la retraite pour tous» 20h15, Muséum d'Histoire naturelle, Terreaux 14, Neuchâtel

13 septembre

Manifestation nationale du mouvement de soutien aux sans-papiers
13h30, Munsterhof, Zurich

17 septembre

Conférence «Histoire du travail des femmes» ou «L'utopie de la femme au foyer»
20h00, CIFOM, Serre 62, La Chaux-de-Fonds

Du 19 au 21 septembre

Forum Social Suisse, Fribourg

20 septembre

Contre l'élévation de l'âge de la retraite et la réduction des rentes AVS et 2^e pilier
13h30, Schützematte, Berne

21 septembre

Café politique spécial et projection du film «Le génie helvétique» de Jean-Stéphane Bron. En présence du réalisateur et de Liliane Chappuis, Jacques Neyrinck, Ueli Leuenberger et Yves Guisan
11h30, Galeries du Cinéma, Lausanne

JAB

1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

AGENDA SPÉCIAL CHILI

Lausanne

4 septembre

Café politique: 30 ans après le renversement de Salvador Allende au Chili.
20h30, Brasserie La Bavaria, Lausanne

5 septembre

Conférence Débat «La voie chilienne au socialisme»
20h00, Maison du Peuple, place Chauderon 5, salle N° 4, Lausanne

11 septembre

Rassemblement «11 septembre chilien»
12h30, place St. François, Lausanne
Acte culturel commémoratif «L'autre 11 septembre» avec Michel Bühler
20h30, Théâtre des Trois p'tits tours, Morges
Film «La bataille du Chili – 1^{ère} partie»
21h30, Pôle Sud, Lausanne

12 septembre

Film «La bataille du Chili – 2^{ème} partie»
20h00, Pôle Sud, Lausanne

13 septembre

Film «La bataille du Chili – 3^{ème} partie»
20h00, Pôle Sud, Lausanne

Genève

4 septembre

Conférence débat «Trente ans après le Chili d'Allende, que reste-t-il?» Avec José Cademartori, économiste chilien, ancien ministre du gouvernement Allende, et Jean Ziegler, sociologue, Rapporteur spécial des Nations Unies
20h30, Auditoire Alexis Jaccard – Uni Mail, Genève

10 septembre

Concert du groupe chilien Quilapayun
20h00, Théâtre ForuMeyrin, Meyrin

11 septembre

Acte de commémoration
11h00, Jardin des Disparus, Meyrin

16 septembre

Concert du groupe chilien Azules
Encontrados de Valparaíso
20h00, Maison des Associations, rue des Savoises 15, Genève

27 septembre

Fête nationale chilienne
19h30, Salle des Fêtes du Lignon, Vernier